

CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Confrontées à une crise sanitaire inédite, nos sociétés réagissent tant bien que mal d'un point de vue économique, sanitaire et social. Mais quel est l'impact de l'épidémie sur nos systèmes politiques ? Aucune lecture simplement déterministe ne semble pouvoir en rendre compte. Les tensions politiques, les rapports de force, la proximité des élections, le partage des pouvoirs entre échelons locaux et nationaux... peuvent expliquer des effets politiques variés. Tour d'horizon de quelques pays emblématiques.

LA RÉPONSE DE LA RUSSIE AU COVID, SES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SES PERTES HUMAINES CE QUE LA PANDÉMIE FAIT À LA POLITIQUE.

4. LA RUSSIE

19 janvier 2021 | Par Sergei Guriev, Sciences Po, Paris

Le président russe Vladimir Poutine fait l'éloge des performances de l'économie et du système de santé russes en 2020. En effet, le PIB russe n'aurait que diminué de 4 % sur l'année. Le fonds souverain de la Russie, le Fonds national de protection sociale, représente 12 % du PIB. Le nombre officiel de décès dus à la COVID en Russie est de 60 000, ce qui est inférieur à celui de la France en valeur absolue et donc 2,5 fois plus faible en termes de décès relatifs à la population. Selon M. Poutine, le vaccin russe Sputnik V a été le premier vaccin enregistré dans le monde. La Russie a non seulement commencé des vaccinations de masse en 2020, mais elle a également envoyé 300 000 doses à l'Argentine.

Certaines de ces déclarations sont vraies, d'autres sont trompeuses et d'autres encore sont carrément fausses. Tout d'abord, il est vrai que la récession économique ne sera pas aussi profonde en Russie qu'en Europe. Alors qu'au cours du premier semestre de 2020, les organisations internationales prévoyaient une baisse du PIB russe de 6,8% ou même 10 % en 2020, elles convergent à présent vers la prévision officielle de la Russie de 4 %. Pour être plus précis, le gouvernement russe prévoit une baisse inférieure à 4 %, tandis que les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020 du FMI sont légèrement plus pessimistes (-4,1%). Toutefois ces prévisions restent bien meilleures que les chiffres pour les États-Unis (-4,3%), la zone euro (-8,3%), le Japon (-5,3%) ou le Royaume-Uni (-9,8%).

Si la récession est ainsi contenue en Russie, c'est en raison des décisions politiques du gouvernement russe depuis le début de la pandémie en mars 2020. Contrairement à ses homologues occidentaux, le gouvernement a privilégié l'économie plutôt que la population. Il n'a pas instauré un confinement strict, ni offert un soutien généreux aux ménages ou aux petites entreprises. En avril et mai, la Russie a introduit des "semaines de non-travail avec maintien des salaires" pendant lesquelles les travailleurs étaient supposés ne pas travailler tout en continuant à percevoir leur salaire. A l'automne, lors de la seconde vague, les restrictions étaient encore moins sévères. Le soutien budgétaire total à l'économie est estimé par le FMI à 3,5 % du PIB, ou 4,5 % si l'on y ajoute les garanties de la dette et les injections de capital. C'est beaucoup moins que dans d'autres pays du G20 – en France, par exemple, le soutien total s'élevait à 21 % du PIB.

Le faible niveau de soutien budgétaire explique que les Russes ne soient pas restés chez eux, ni au printemps, ni à l'automne. Les données d'Apple et de Google sur la mobilité montrent que les Russes, bien plus que leurs homologues européens, ont continué à travailler et à faire des achats (y compris les achats non essentiels). En effet, les ménages ne pouvaient pas se permettre de rester à la maison et les petites entreprises de fermer. L'absence de mesures de relance budgétaire efficaces a entraîné une baisse de 4 % des revenus réels des ménages à l'image du PIB. C'est une énorme différence par rapport à 2009, où le PIB s'était effondré de 8 %, mais où les dépenses publiques avaient contribué à soutenir les revenus des ménages, qui avaient augmenté pour leur part de 2 %.

Pourquoi le gouvernement russe a-t-il été si radin en 2020 ? Selon la version officielle, la Russie, contrairement à ses homologues occidentaux, ne pouvait pas emprunter à des taux nuls ou négatifs. Ce qui est vrai. Cependant, la Russie dispose d'un fonds souverain de 12 % du PIB accumulé grâce aux taxes sur le pétrole et le gaz quand les prix des hydrocarbures étaient élevés. C'est ce fonds qui a été utilisé pour soutenir les revenus en 2009. Pourquoi n'a-t-il pas été utilisé en 2020 ? Cette absence d'une réponse budgétaire généreuse peut s'expliquer par deux facteurs politiques majeurs : le besoin pour Vladimir Poutine de modifier la Constitution et l'accent qu'il a mis sur la célébration du 75e anniversaire de la victoire de la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième priorité politique de Poutine pour 2020 était la célébration de la victoire de 1945 sur l'Allemagne nazie. La Russie de Poutine n'a pas d'idéologie, sa légitimité repose sur le passé glorieux de la Russie et sur la victoire soviétique face à Hitler. Aussi Poutine comptait-il organiser un grand défilé militaire en mai avec des invités internationaux de haut niveau comme le Président Macron.

La pandémie a mis à mal ces plans sans empêcher Poutine de se montrer et de programmer le défilé le 24 juin. Là encore, il fallait annoncer que l'épidémie était terminée.

Il n'est pas surprenant que les politiques de confinement peu contraignantes et le manque de soutien économique pendant la pandémie (qui a également contribué à réduire la distanciation sociale) aient eu des conséquences désastreuses sur la situation sanitaire. Les chiffres officiels de la mortalité imputée à la Covid-19 sont très faibles. Cependant, ces données ne sont pas crédibles : pire, elles ont été contredites par le gouvernement russe lui-même.

Le chiffre qui compte est celui de la surmortalité c'est-à-dire la différence (corrigée des variations saisonnières) entre la mortalité en 2020 et celle des années précédentes. Les résultats suggèrent que les données officielles russes sous-estiment par un facteur de six le nombre réel de décès par coronavirus. Le vice-Premier ministre Golikova estime que seulement 80 % de la surmortalité russe est à attribuer à la Covid-19. En prenant cette estimation, les données réelles seraient toujours cinq fois plus élevées que les données officielles, faisant de la Russie l'un des pays les plus touchés dans le monde en termes absolus et relatifs.

De mars à novembre 2020, le nombre de décès dépassait de 243 000 celui de la même période en 2019^[1]. Si les chiffres de décembre sont similaires à ceux de novembre (ce qui est probable), la surmortalité totale serait supérieure à 320 000. Même avec l'ajustement de 80%, le taux de mortalité COVID ajusté à la population en Russie serait environ deux fois plus élevé qu'en France^[2].

L'impact du COVID est en fait pire car, ces dernières années, la Russie a connu une tendance à la baisse de la mortalité et une tendance à la hausse de l'espérance de vie. De fait, sans COVID, la surmortalité russe en 2020 aurait dû être négative. Le démographe russe Alexei Raksha (qui a dû démissionner de l'Agence russe des statistiques pendant l'été lorsqu'il a commencé à soulever des questions sur les manipulations de données) estime que même avec l'ajustement de 80 %, la Russie a perdu environ 300 000 vies à cause du COVID en 2020.

Pourquoi le régime de Poutine a-t-il choisi l'économie plutôt que la vie ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre la nature du système politique de la Russie moderne. Le régime russe n'est pas une dictature à l'ancienne basée sur la répression de masse et la peur, mais ce n'est pas non plus une démocratie.

[1] <https://www.themoscowtimes.com/2020/12/28/russias-mortality-hit-16-year-high-in-november-official-data-says-a72505>

[2] <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/07/15/tracking-covid-19-excess-deaths-across-countries>

C'est un nouveau style d'autocratie que mon co-auteur Daniel Treisman et moi-même appelons une "autocratie informationnelle"[3], un régime basé sur la manipulation de l'information. Par la cooptation des élites, une censure intelligente et une propagande sophistiquée, de tels régimes arrivent à convaincre le public de leur compétence. Peu importe le nombre de personnes réellement décédées ; ce qui compte, c'est ce que les citoyens pensent - c'est pourquoi les chiffres officiels sont si bas. Ainsi, malgré la surmortalité désastreuse, l'approbation de l'action de Poutine reste élevée. Bien que sa cote de popularité soit bien inférieure aux 80-90 % observés en 2014-2018, elle est toujours supérieure à 60 %[4]. Cela explique également pourquoi, dans le budget 2021, le gouvernement russe réduit (!) les dépenses de santé en termes réels mais maintient le budget des médias d'État intact. Ces choix indiquent clairement les véritables priorités du gouvernement russe.

Le caractère informationnel de l'autocratie russe explique également sa politique de vaccination. Afin de prouver l'efficacité du régime, Poutine s'est vanté que la Russie était le premier pays à "enregistrer" un vaccin anti-COVID - dès le 11 août. Il a oublié de mentionner qu'à ce moment-là, le vaccin russe n'avait fait l'objet que d'essais cliniques de phase 1 et 2. Les essais de phase 3 n'ont commencé que deux semaines après l'annonce de Poutine, alors que les essais de phase 3 des autres vaccins étaient déjà bien avancés. Fin décembre 2020, les essais de phase 3 de Sputnik V n'étaient toujours pas encore terminés - ce qui n'a pas empêché le gouvernement russe d'annoncer une campagne de "vaccination de masse". Une fois de plus, ce qui compte, c'est d'utiliser le vaccin pour promouvoir l'image de la compétence du régime dans les médias d'État. Notons toutefois que le Président russe a, jusqu'à présent, refusé de se faire vacciner, cela montre le véritable degré de confiance du président russe dans la qualité du vaccin. La propagande russe omet de mentionner ce fait.

Le coût de la propagande en faveur du vaccin se compte hélas une fois de plus en vies humaines. Si, au printemps, le gouvernement a nié les risques liés au COVID au nom de la parade militaire et du vote sur les amendements constitutionnels, il a décidé, à l'automne, de ne pas introduire de restrictions car le vaccin était supposé déjà disponible. Ces choix ont aidé l'économie russe, mais ils ont également entraîné une surmortalité très élevée à l'automne - et contribueront probablement à augmenter le nombre de décès dus au COVID en 2021.

[3] Guriev, Sergei, and Daniel Treisman. 2019. "Informational Autocrats." *Journal of Economic Perspectives*, 33 (4): 100-127. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/jep.33.4.100>

[4] <https://www.levada.ru/en/>